

## BOUMERDÈS

# La santé des consommateurs de volaille mise en danger

**Les vétérinaires praticiens privés de la wilaya de Boumerdès dénoncent l'usage anarchique des produits pharmaceutiques pour traiter le cheptel, singulièrement la volaille.**

Ils insistent en exergue dans l'une de leurs déclarations sur les risques qui découlent de «la détention des produits médicaux à usage vétérinaire par certains fabricants d'aliments de bétail et volaille, des inséminateurs ainsi que par des coopératives avicoles qui ne doivent être détenues légalement que par des vétérinaires praticiens». Selon eux, cette circulation, prescription des produits pharmaceutiques et automédication mettent en péril la santé des consommateurs.

Et pour cause, à écouter ces zootechniciens, divers produits pharmaceutiques utilisés frauduleusement contiennent des substances cancérogènes.

Les pourfendeurs de ces irrégularités pointent du doigt quelques coopératives avicoles et autres producteurs d'aliment de volaille. «Les consommateurs sont exposés aux allergies alimentaires ; plus grave, ils (les consommateurs) risquent également des chocs anaphylactiques (des allergies sans traitement)», disent les membres du bureau de l'association qui nous ont rendu visite.

Pour mettre fin à cette anarchie, ils préconisent un contrôle plus sévère et une tarification des actes de médecine vétérinaire pouvant permettre aux vétérinaires d'exercer leur métier sereinement. Si l'on considère, en effet, que la wilaya de Boumerdès est une zone extrêmement importante de production avicole et qu'il

le approvisionnement plusieurs wilayas du centre du pays donc des millions de consommateurs, l'on pourrait conclure que le risque est national. Contactée à ce sujet, Mme. Lagoun, chef de l'inspection vétérinaire de la wilaya de Boumerdès, affirme que l'administration qu'elle dirige est intransigeante en matière d'exercice illégal de médecine vétérinaire et de circulation frauduleuse de médicaments.

Elle n'a pas hésité d'ailleurs à désigner elle aussi du doigt des coopératives avicoles. «Nous avons saisi plusieurs lots de médicaments et établi des PV que nous avons transmis à la justice. Parfois les vétérinaires privés constatent des violations à la réglementation mais s'abstiennent de les dénoncer. Nous sommes une administration, nous agissons sur plainte et avec des preuves», dit-elle. Pour elle, aucune coopérative n'est agréée pour vendre des médicaments, prônant par ailleurs le renforcement des brigades mixtes avec le commerce, les services des impôts, la Gendarmerie nationale et autres secteurs concernés par cette filière pour des inspections inopinées. Elle ne manquera pas en outre de rappeler, à l'occasion, les conditions dans lesquelles les vétérinaires de l'administration accomplissent leur tâche au sein des bureaux d'hygiène communaux. Pour l'anecdote, un vétérinaire, une dame exerçant au bureau de Laâziv, a été tabassée par un

boucher de cette localité. Le vétérinaire avait tout simplement constaté et déclaré qu'un lot de viande était avarié. Mais le plus navrant c'est que l'agresseur n'a en aucun cas été inquiété. La fonction de vétérinaire, fondamentale pour l'économie de la région et la santé du citoyen, est en crise. Il est donc de la responsabilité des autorités de trouver les moyens de renforcer cette corporation.

## Fraude sur l'insémination artificielle ?

Dans le même sillage de la fraude, l'association des vétérinaires privés de la wilaya de Boumerdès que préside le Dr Iboud fustige la méthode financière déloyale en matière d'insémination artificielle par certains prestataires formés et agréés par le Centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG), uniquement pour l'acte d'insémination sans plus. Malheureusement, ces derniers pratiquent en plus et illégalement, relève cette association, des actes de médecine vétérinaire. Pour les membres de l'association, ces inséminateurs, qui ont été formés par le centre indiqué plus haut, font payer les éleveurs entre 1 000 et 1 200 DA pour une vache inséminée et présentent par la suite des factures pour se faire rembourser par le CNIAAG à raison de 1 500 DA l'acte. Cette double facturation, selon nos interlocuteurs, est une arnaque au détriment aussi bien de l'éleveur que de l'Etat puisque l'insémination artificielle est prise en charge sur le budget du FNDR, donc gratuite pour les éleveurs. Si l'on considère

qu'environ 15 000 vaches reproductrices sont inséminées annuellement dans la wilaya de Boumerdès, on imagine l'importance de l'argent à ramasser dans cette filière. Une source de la Chambre agricole qui a requis l'anonymat nous a confirmé ce qui est assimilé par les praticiens privés à une double arnaque.

Il y a lieu de rappeler que selon Klah N'ner, vétérinaires et coordinateur des 18 inséminateurs (9 vétérinaires et 9 techniciens) se partagent ce marché dans la wilaya de Boumerdès. Au sujet de cette double facturation, le coordinateur rappelle qu'il s'agit d'une simple confusion. «L'éleveur ne paye pas l'acte mais les frais de déplacement de l'inséminateur. Si l'éleveur assure le transport, il ne paye avant de préciser que seule une insémination positive est rémunérée par le CNIAAG.

D'après lui, les inséminateurs achètent la semence auprès du CNIAAG, à raison de 450 DA l'unité, auxquels se greffent d'autres frais pour arriver au coût de revient d'environ 600 DA pièce. Il a fini tout de même à concéder que certains font payer leurs prestations en promettant à leurs clients de leur restituer les sommes encaissées une fois le remboursement concédé par le CNIAAG.

De son côté, Mme Lagoun affirme que l'administration qu'elle dirige n'a plus le droit de regard sur la filière de l'insémination artificielle. «Notre rôle se borne à dépister d'éventuelles maladies contagieuses et l'identification des animaux», précise-t-elle.

Abachi L.

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ANNABA Vers la création

### d'une banque de données

La chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse Annaba a tenu sa première assemblée générale de l'année 2008, mercredi dernier. A l'ordre du jour 3 points à débattre dont celui du programme d'action 2008. Précédemment, les membres du bureau exécutif avaient pris connaissance du bilan 2007. Les visites de travail d'ambassadeurs et attachés économiques, ainsi que d'hommes d'affaires de différents pays européens, asiatiques et arabes, la formation y ont pris une large place.

Les actions prévues pour être engagées pour l'année 2008 ne seront pas différentes, la CCI limitant ses prérogatives à une mission d'animation, de formation et de coopération. Pour l'élaboration de son programme, cette institution n'a pas fait appel à des praticiens et experts en économie à même de mettre en évidence les actions à entreprendre pour stimuler la relance des activités économiques locales.

Comme il n'y a pas eu de constat des problèmes et difficultés rencontrés par les opérateurs économiques locaux l'année écoulée, des suites pratiques données aux visites des diplomates et hommes d'affaires étrangers et des conventions signées.

Dans leur démarche, les élus de la CCI Seybouse ont timidement dessiné le profil de ce que sera l'animation de leur structure en 2008 sans pour autant se référer aux principales tendances du commerce national, maghrébin, arabe et mondial. Fer de lance de cette animation, la librairie commerciale en activité pourrait être enrichie par la création d'une banque de données économiques locales, régionales, nationales et internationales.

En tous les cas, l'ambition affichée par les élus est de faire de leur institution un réel facteur de développement économique local et de s'impliquer dans celui national au regard de la qualité du poste de vice-président qu'occupe le président de la CCI Seybouse Annaba à la chambre nationale de commerce.

A Djabali

## POLLUTION

### Des coûts engloutissant une bonne partie de la valeur ajoutée

Les atteintes à l'environnement dans le Grand-Annaba ont pris ces dernières années des proportions inquiétantes qui grignotent une bonne partie de la valeur ajoutée enregistrée dans les quatre pôles composant cet ensemble urbain (Annaba, El Hadjar, El Bouni et Sidi Amar) dans lequel vivent près de 80% de la population de cette wilaya, dépassant les 750 000 habitants. Ces atteintes représentées par les coûts des dommages et des inefficiences (CDI) causés sont estimés à 31,21% de cette valeur ajoutée par deux bureaux d'étude suisses, chargés d'une enquête à ce sujet.

Cette étude a porté sur les CDI à l'environnement dans les domaines de l'eau, de l'air, du bruit, du paysage, du littoral et sol et des déchets et énergie, et au côté économique touchant la santé et la qualité de vie et le capital naturel. Bien que l'énergie représente la première source de dommages causés à l'environnement dont le taux est de 11,35% de la totalité de la valeur ajoutée dans cette région, les autres domaines, à l'exemple de l'air (6%), les déchets (5,2%), le littoral et les paysages (4,6%) et l'eau (4,2%) sont autant de sources dommageables à l'environnement, relève l'enquête décidée par le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, devant les méfaits de la pollution, et qui sont, dans une large mesure, le fait de l'homme.

Les entreprises de sidérurgie, de fertilisants et autres unités polluantes ont une large responsabilité dans cette situation, signale-t-on. L'enquête sera une base de données pour entreprendre des actions à même de l'imiter, dans un premier temps, les causes à l'origine de cette situation, avant de les éradiquer définitivement, expliquent les responsables en charge de ce dossier, qui feront remarquer que le coût de ces actions est bien moindre par rapport à celui des dommages subis.

Mohamed Ali

## SIDI-BEL-ABBÈS

### Accident mortel à Mostefa Benbrahim

Un accident mortel s'est produit dans la soirée de jeudi dernier sur la RN7 reliant Sfifef à Sidi-Bel-Abbès lorsqu'un véhicule léger de type Clio s'est renversé causant la mort du chauffeur, âgé de 38 ans, et des blessures graves aux trois autres passagers qui ont été évacués vers l'hôpital de Sfifef.

A. M.

## MASCARA

# Le wali inspecte le tronçon de l'autoroute Est-Ouest

**Le wali de Mascara a effectué une sortie qui s'apparentait à une évaluation de la réalisation du tronçon d'autoroute Est-Ouest traversant le territoire de la wilaya de Mascara.**

En cette circonstance, il était accompagné par le directeur des travaux publics de la wilaya. Le tronçon porte sur 78 km et longe plusieurs communes du nord de la wilaya. L'on se satisfait apparemment de l'avancée des travaux à l'instar du

transfert des réseaux comme celui de l'énergie électrique haute tension. L'opération d'indemnisation des propriétaires terriens expropriés se poursuit et il faut rappeler que 90 milliards de centimes ont été consacrés à cette opération.

Les étudiants issus de l'université d'Oran qui avaient suivi une formation en génie civil affrontent eux la réalité du terrain. Ils sont affectés dans différents ateliers afin de s'investir plus tard dans des projets d'avenir comme l'avait souligné le ministre des Travaux publics lors de son

dernier passage. Lors de cette même sortie, le premier responsable de l'exécutif fera un détour par le chantier de l'important ouvrage d'art qui est le pont de Chorfa dont la réalisation avait été à maintes reprises reportée.

Celui-ci aura un impact important en termes d'activité puisqu'il mettra ainsi fin à l'isolement des localités de Sehaïlia et El-Anatra longtemps coupés du reste de la wilaya. Le pont devrait être fonctionnel vers la fin mai...

M. Meddeber

## TIARET

# Les handicapés et le volontariat

**Les jeunes sourds-muets de l'école de Sougueur et les inadaptés mentaux du centre spécialisé de Mahdia ont répondu massivement à l'appel de la Direction de l'action sociale pour mener une journée de volontariat au niveau du parc d'attractions et de loisirs de Tiaret à l'occasion du 14 mars coïncidant avec la Journée nationale des handicapés.**

Dès les premières heures de cette journée printanière de jeudi, les pensionnaires des deux structures sont entrés en action pour mener eux-mêmes une campagne de mise en

terre de quelque 300 arbustes entre peupliers, myoporum, frênes et autres espèces adaptables au climat de la région, le tout dans une ambiance des plus conviviales. Initiée par la

DAS à l'effet d'impliquer les handicapés dans des actions d'intérêt général, loin des festivités habituelles, cette opération a trouvé toute l'aide de la Conservation des forêts qui n'a lésiné sur aucun moyen pour mobiliser son personnel et son matériel.

Sur place, la joie était très visible sur les visages de ces bambins qui ont trouvé un immense plaisir à creuser, planter et arroser leurs petits

arbres non sans profiter du soleil pour prendre des photos.

A noter qu'une opération similaire concernant la plantation d'un millier d'arbustes est prévue prochainement dans la région de Qued Lili, au nord de Tiaret, et ce, dans le but de protéger la retenue collinaire de l'envasement», devait nous indiquer le conservateur des forêts de la wilaya.

Mourad Benameur